

# Entre le sérieux et la plaisanterie

*al-Balagh, 5 avril 1945*

La politique n'a pas besoin d'être entièrement sérieuse, ni entièrement plaisanterie — elle peut, en réalité, contenir beaucoup de sérieux et un peu de plaisanterie à certains moments, et beaucoup de plaisanterie et un peu de sérieux à d'autres.

Il n'y a rien d'étrange à tout cela : les affaires politiques continuent, à ce jour, de suivre leurs propres règles anciennes, qui veulent que les secrets et les dessous graves demeurent l'apanage d'un petit nombre d'individus, seuls à en monopoliser l'étude, l'orientation et la disposition — et qu'autour de ces secrets et de ces dessous se déploient une foule de choses paraissant d'une importance considérable et grave, suscitant beaucoup d'échanges, et un débat et une controverse acharnés entre ce que nous appelons tantôt l'opinion publique mondiale, et ce que nous appelons tantôt l'opinion publique nationale.

Il n'est nullement certain que les dessous de la politique nationale, dans quelque pays que ce soit, si démocratique soit-il, soient jamais livrés à la masse des citoyens pour qu'ils en discutent librement à leur guise ; il existe toujours des affaires, en plus ou moins grand nombre, tenues cachées au public, étudiées plutôt dans des salles aux fenêtres et aux portes soigneusement closes. Les choses se déroulent de la même manière en politique internationale, en dépit de tout ce que l'Amérique a tenté, depuis la précédente guerre, pour amener les États à renoncer à leur politique de secret et de dissimulation. C'est pourquoi le sérieux pur appartient à cette politique secrète, où sont étudiées les affaires véritablement graves, tandis que le sérieux mêlé de plaisanterie appartient à cette politique publique qui tourne autour de ces secrets et de ces dessous sans jamais vraiment les pénétrer, ni en atteindre la véritable substance.

Les trois chefs se sont réunis en Crimée, se sont dit entre eux ce qu'ils voulaient se dire, ont décidé entre eux ce qu'ils voulaient décider, puis se sont mis d'accord entre eux sur la part de ces décisions qui pourrait être présentée à l'opinion publique mondiale, et sur celle qui pourrait supporter un véritable débat et une véritable discussion. Un débat acharné et une discussion nourrie ont effectivement suivi, sur le règlement des affaires polonaises en l'absence même de la Pologne, sur le système de vote de la conférence de San Francisco, et sur le refus de la

France de figurer parmi les États convoquant cette conférence. Et l'opinion publique mondiale croyait débattre et discuter de tout ce que les trois avaient décidé à la conférence de Crimée.

Il vint à l'esprit de certains esprits scrupuleux qu'il pourrait exister des décisions secrètes parmi les résultats de la conférence, ce qui fut catégoriquement démenti ; il devint acquis que les conférenciers n'avaient pas publié leurs décisions militaires, la nature même de telles décisions exigeant qu'elles demeurent des secrets soigneusement gardés, révélés seulement au moment de leur exécution — tandis qu'ils avaient publié leurs décisions politiques, la nature même de celles-ci exigeant que les hommes les connaissent, les étudient, et s'en forment leur propre opinion. Il apparaît aujourd'hui que la question du nombre de voix devant revenir à chacun des trois États, dont les chefs s'étaient concertés en Crimée, faisait elle-même partie de ces questions « militaires » censées rester dissimulées jusqu'au moment de leur propre exécution — et ce moment approcha dès que fut constituée la délégation américaine, qui se mit à se préparer et à étudier avant son départ pour San Francisco.

Il apparut soudain que la Russie exigeait un vote triple — ou trois voix, si l'expression « vote triple » vous déplaît. La délégation américaine s'en émut vivement ; une partie de ses membres rejeta catégoriquement ce privilège, et certains d'entre eux, interrogatifs, se demandèrent : pourquoi les États-Unis n'auraient-ils pas, eux aussi, un vote triple, à l'égal de celui de la Russie, ou trois voix comme ces trois voix russes ? La propagande française, quant à elle, se mit à relever la tête, souriant du bout des lèvres, et découvrant parfois ses crocs fins et acérés, demandant : pourquoi les États-Unis n'auraient-ils pas un nombre de voix dépassant la quarantaine — une pour chacun de leurs plus de quarante États ?

L'affaire faillit tout entière tourner à la plaisanterie, puis faillit tout entière tourner au sérieux, lorsqu'il fut question de reporter la conférence ; puis l'affaire se compliqua et atteignit un degré de gravité réel, lorsqu'on affirma qu'il existait des accords secrets conclus en Crimée et jamais révélés au public, et que les Américains insistèrent pour exiger la publication de ces accords secrets. L'affaire révéla ensuite une part de sa vérité, lorsque la Russie annonça qu'il y avait effectivement eu un accord secret sur le nombre de voix devant revenir respectivement aux Russes et aux Américains : la Russie avait demandé que l'Ukraine et la Biélorussie soient représentées à ses côtés, chacune disposant de sa propre voix, de sorte que, jointes à la voix russe elle-même, ces deux voix complèteraient les trois voix que réclamait la Russie. M. Roosevelt

accepta cette demande, souhaitant que les voix américaines ne fussent pas inférieures en nombre aux voix russes, et le maréchal Staline n'y vit aucun inconvénient. On demanda à M. Churchill son propre avis sur la question ; il répondit, souriant d'un côté de la bouche — l'autre étant occupé par une cigarette — répondit, en souriant, qu'il n'y voyait pas davantage d'inconvénient.

Ainsi les conférenciers convinrent-ils que la Russie aurait trois voix, que les États-Unis auraient trois voix, et que la Grande-Bretagne aurait une seule voix, entourée des voix de son propre Empire — lesquelles, jointes à la voix britannique, en totaliseraient six. Mais les Américains ne l'entendirent pas de cette oreille, comme dit le proverbe français ; leur propre délégation insista pour que la Russie n'ait qu'une voix, et l'Amérique une voix — et l'affaire en arriva ainsi à ce mélange mesuré de sérieux et de plaisanterie.

Le président des États-Unis se trouve aujourd'hui dans une position réellement délicate, selon les nouvelles du jour, ayant fait, en Crimée, une promesse que les siens, à Washington, refusent de tenir : s'il persiste à la tenir, il irrite les Américains ; s'il y renonce, il irrite les Russes. La politique russe, elle aussi, se trouve dans une position délicate : si elle persiste dans sa revendication de vote triple, les Américains lui feront défaut ; si elle y renonce, elle se trahit elle-même et irrite les Russes. La politique anglaise observe ce double embarras en souriant, cherchant à s'en dégager une issue — et parviendra, Dieu voulant, exactement à ce qu'elle désire.

Ce qui ressort clairement de tout cela, c'est que l'atmosphère entourant cette conférence est loin d'être claire, franche et sereine — elle ressemble, plutôt, au temps qu'il fait sur cette terre : dégagée à un moment, voilée de nuages légers l'instant d'après, puis chargée de lourds et sombres nuages d'orage le moment suivant. M. Sumner Welles déclarait, hier ou avant-hier, que l'humanité parviendra sans nul doute à organiser la paix et à la protéger, tant que les hommes conserveront quelque intelligence — car cette intelligence dissipera, de sa propre lumière rayonnante, toute l'obscurité épaisse qui viendrait la contrarier. Il est certain que l'intelligence est une lumière, et qu'elle peut percer même les ténèbres les plus denses ; mais il est tout aussi certain que l'intelligence seule ne saurait suffire à organiser la paix, ni à la protéger — elle a besoin, en plus d'elle-même, du soutien d'un caractère droit, d'un tempérament équilibré, d'une nature limpide, et de la conviction sincère que la justice mérite plus d'égards que l'intérêt propre ou l'égoïsme. Si

toutes ces qualités se joignent à l'intelligence, la paix pourra être organisée et protégée ; sinon, naîtra une ligue semblable à la Société des Nations — créée au lendemain de la précédente guerre — ayant tantôt raison, tantôt tort, réussissant parfois, et échouant plus souvent encore.

Mais l'affaire ne s'arrêta pas à ce différend sur le nombre de voix devant revenir aux trois grandes puissances ; elle alla plus loin encore, vers un autre différend, portant sur cette tragédie qui, à force de persévérer dans l'affliction, a fini par devenir risible — et le pire des malheurs est précisément celui qui prête à rire — je veux parler, bien entendu, de la tragédie polonaise. La guerre fut déclarée pour la Pologne ; la Pologne a perdu le tiers de sa propre population ; ses villes et ses infrastructures ont été détruites de la manière la plus hideuse, la plus abominable qui soit. Elle aurait dû, pour toutes ces raisons, être le pivot même de la conférence de San Francisco, comme diraient les Anciens, ou son invitée d'honneur, comme diraient les Modernes — et pourtant elle n'a pas été invitée à la conférence, alors que l'ont été des États qui n'ont pris aucune part à la guerre, de près ou de loin, et des États qui n'ont déclaré la guerre qu'hier, ou avant-hier.

La source de cela est que les organisateurs de la conférence ne savent tout simplement pas à quels Polonais adresser l'invitation : la Pologne a un gouvernement résidant à Londres, reconnu par les Anglais et les Américains, et rejeté par les Russes ; et la Pologne a un autre gouvernement, à Lublin — ou à Varsovie désormais, je ne sais trop — reconnu par les Russes, et rejeté par les Américains et les Britanniques.

Il apparaît donc que l'invitation ne peut être adressée à aucun de ces deux gouvernements ; les conférenciers de Crimée avaient décidé d'établir pour la Pologne un gouvernement national provisoire, mais n'y sont pas encore parvenus. La Russie a donc demandé que soit invité le gouvernement effectivement en place sur le sol polonais ; la Grande-Bretagne et l'Amérique ont refusé, et l'affaire semble en être restée là, tandis que se poursuivait le débat entre la presse russe et la presse américaine au sujet de ce gouvernement en place en Pologne. Les conférenciers de Crimée voulaient-ils le remplacer ? Auquel cas il ne conviendrait pas de l'inviter à San Francisco. Ou voulaient-ils seulement le compléter ? Auquel cas on pourrait fort bien l'y inviter. Et l'on découvre ainsi que nos propres frères d'Al-Azhar, réputés pour leur talent dans la controverse scolastique, ne sont pas les seuls à exceller dans l'art de la discussion — Russes et Américains partagent pleinement ce même talent.

Et ce n'est pas là tout ce sur quoi les maîtres du monde sont en désaccord, avant même de se rendre à San Francisco : les affaires des colonies, et celles des pays soumis au Mandat, seront-elles étudiées à la conférence de San Francisco, et un système de tutelle internationale y sera-t-il conçu pour elles ? Les Américains disent oui ; les Britanniques disent non ; et les Russes observent les uns et les autres en souriant.

Les Français, après tout cela, demandent : ne vaudrait-il pas mieux que les chefs des grandes puissances se réunissent pour s'entendre entre eux avant même que la conférence ne s'ouvre, plutôt que de voir les représentants de ces grandes puissances y arriver divisés et désaccordés ? Et les chefs des grandes puissances, aux yeux des Français, ne sont plus trois, comme ils l'étaient en Crimée, ni même quatre, depuis que la Chine a rejoint les États convoquant San Francisco — mais cinq ; il conviendrait donc, en somme, de réparer l'erreur commise en n'invitant pas la France en Crimée, afin que la France recouvre son propre droit, et arrive avec les autres à San Francisco, sa position pleinement rectifiée, et sans plus aucune ombre au tableau.

Vous voyez donc que je ne me trompais pas en disant, au début de ce texte, que la politique n'est ni entièrement sérieuse, ni entièrement plaisanterie — et l'on trouvera peut-être une preuve supplémentaire de la constance et de la vérité de ce jugement en observant certains des grands événements politiques qui se déroulent, en ces jours mêmes, en Orient : la Ligue arabe a été créée, et voilà bien du sérieux, le plus pur qui soit ; les présidents du Conseil qui ont signé la charte de cette Ligue ont eux-mêmes déclaré que sa création n'était qu'un pas modeste, mais lourd de suites — et voilà encore du sérieux, le plus pur qui soit. Mais quelles sont donc ces suites ? Voilà précisément ce que nous aimerions voir énoncé clairement et intelligiblement, sans ambiguïté ni obscurité ; car nous vivons des jours où, dit-on, se décide le destin des nations, et les nations arabes comptent parmi celles dont le destin se décide en ce moment. Cette Ligue naissante a-t-elle donc pris, à l'égard du destin de ces nations arabes, une position claire, exempte de toute ambiguïté et de toute obscurité ?

Entendons-nous d'abord sur ce que sont ces nations arabes, et sur leur situation propre. La géographie, je crois, nous répond avec assez de clarté que les nations ayant pris part à la Ligue ne sont pas les seules nations arabes qui existent ; il y a l'Afrique du Nord, il y a des pays arabes au sud de la péninsule Arabique, et ni les uns ni les autres n'ont été représentés au sein de la Ligue, simplement parce qu'ils ne jouissent

pas de la même indépendance dont jouissent les membres de la Ligue. Quelle est donc la position de la Ligue à l'égard de ces autres nations arabes ? Une position de sympathie, sans nul doute — mais la sympathie ne nourrit ni ne rassasie ; elle ne restitue aucun droit, et ne sauve de nulle misère. La Ligue a déclaré la Palestine indépendante en droit, mais n'a rien décidé au sujet de ces autres nations : sont-elles, elles aussi, indépendantes en droit, ou non ? Est-il juste de dire que la Palestine est indépendante en droit, tandis que la Tunisie et le Maroc ne le seraient pas ? Ou serait-il plus juste, au contraire, de dire que la Tunisie et le Maroc possèdent une existence indépendante plus forte encore que celle de la Palestine, précisément parce qu'elle est réelle, effective ? Ces deux pays sont, après tout, des États indépendants liés à la France par des traités de protectorat — des traités dont ils cherchent eux-mêmes à se libérer.

Nous ne doutons nullement, quant à nous, de l'indépendance de la Palestine — nous croyons même que la Ligue n'a pas traité la question palestinienne avec toute la fermeté, la résolution et la franchise qu'elle mérite, ni d'une manière conforme au trouble qui agite aujourd'hui les cœurs arabes, dans tous les pays. Mais nous constatons, en même temps, que deux voies s'ouvrent devant cette Ligue : si elle emprunte la première, elle suivra une voie où sérieux et plaisanterie demeurent mêlés ; si elle emprunte la seconde, elle suivra une voie où le sérieux est entièrement purifié de toute tache — une voie conforme aux aspirations et aux ambitions des Arabes, et conforme, tout à la fois, au droit et à la justice. La première voie est celle de l'égoïsme, celle qui pousse à l'hésitation et à l'excès de prudence, et au souci de garantir des avantages immédiats et particuliers — une voie que les grandes puissances peuvent peut-être se permettre d'emprunter, mais dont l'usage est des plus périlleux pour des nations encore à leurs débuts. La seconde voie est celle de la fermeté, de la résolution et de la franchise, celle qui exige la pleine revendication du droit, et refuse l'injustice, quelle qu'en soit la source. Les repères de cette voie sont clairs, et ses méthodes évidentes : elle exige que la Ligue trouve, pour résoudre la question palestinienne, une solution fondée sur l'équité — non sur l'ajournement, ni sur les faux-fuyants.

Elle exige aussi que la Ligue trouve le moyen de permettre à l'Afrique du Nord de la rejoindre, de jouir de sa propre indépendance légitime, et de régler ses propres affaires avec l'Europe exactement comme nous réglons nous-mêmes nos propres affaires avec l'Europe. Si

la Ligue ne le fait pas, alors elle ne s'est pas véritablement tenue au sérieux — bien qu'il soit fort probable qu'elle le fasse, lorsqu'elle tiendra sa première conférence, et qu'elle franchira alors les premiers pas vers ces mêmes objectifs.